

## L'épistémè en éducation spéciale

Laurence Lutton\*

« Deux mondes il y a. Celui des formules, formulettes, charades et paraboles et celui de ce qui se passe à tous moments ici-bas pour qui veut aider les autres », Fernand Deligny

« Comment puis-je dialoguer si je projette sur l'autre l'ignorance, c'est-à-dire si je la vois chez l'autre et jamais chez moi ? », Paulo Freire

J'étais venue au métier de l'impossible<sup>1</sup>, l'éducation, avec cette conviction là qu'être éducatrice spécialisée était un engagement éminemment politique, inscrit du côté du projet collectif (je demeure cette éducatrice engagée du côté de la *polis*, tel que Hannah Arendt<sup>2</sup> défend la question politique). Responsable des missions qui m'étaient confiées, quel que soit le champ d'intervention où je travaillais. Responsable oui, dans le « répondre de » au nom de la société et le « répondre à » au nom du « sujet » et de son autonomie. J'ai composé avec ces deux pôles dissonants, chercher l'équilibre le plus juste dans les réponses que j'avais à apporter, qu'il s'agisse de l'adresse des politiques sociales et l'adresse au « sujet ». Mais et surtout, j'ai toujours envisagé mon métier comme celui du témoignage et de la parole à transmettre pour dire le mal de vivre de ceux et celles qui ont à faire avec le malheur, la précarité, le handicap, la maladie. Car il s'agit bien de cela, non ? Les politiques sociales et les protections qui les animent, sont bien en lieu et place de signifier le droit de devenir et d'être pour chacun. Contrat social issu de l'ordonnance du 4 octobre 1945, la France est le pays des protections contre les risques de la vie. Bien qu'au moment où je prenais mes fonctions, nous parlions déjà de « la crise de l'Etat-providence », nous faisons les comptes pour arriver aux conclusions catastrophiques à envisager, dont il résulterait un déficit financier qui pourrait nous mener vers une faillite abyssale de la finance publique. Je lisais Pierre Rosanvallon<sup>3</sup>. Je rejoins toujours son hypothèse, la crise de l'Etat-providence est bien plus culturelle et morale qu'économique. Je la rejoins d'autant plus qu'il ne s'agirait pas d'oublier « l'économie des pratiques », telle que Bourdieu l'a proposé en son temps. La notion d'économie n'est pas seulement inscrite du côté des « structures structurantes » (objectives), elle s'élargit à une acceptation qui suppose la question des « structures structurées » (subjectives), « [...] il y a une économie des pratiques, c'est-à-dire une raison immanente aux pratiques, qui ne trouve son « origine » ni dans les « décisions » de la raison comme calcul conscient ni dans les déterminations de mécanismes extérieurs et supérieurs aux agents. »<sup>4</sup> Comprendre cela me permettait de ne pas céder aux sirènes d'une idéologie réifiante, qui supposerait que le monde est une seule et unique réalité. Un tel présupposé me semblait inapplicable au sein des réalités que suppose le monde des Hommes... C'était ne pas envisager la « mondialisation » telle qu'elle se prétend aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> Freud dans sa préface à l'ouvrage d'August Aichorn, *Jeunesse à l'abandon*, en 1925, pose cette assertion qu'éduquer est impossible, il y a toujours quelque chose du côté de l'insatisfaction, parce que la vie est ainsi faite, elle nous invite à nous tenir à cet « impossible », sinon pas de désir et encore moins de possibilité à devenir...

<sup>2</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, éd. Pocket, 1983, p.231, « la polis proprement dite n'est pas la cité en sa localisation physique, c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit, en parle ensemble. Le domaine politique naît directement de la communauté d'action, de la mise en commun des paroles et des actes. »

<sup>3</sup> Pierre Rosanvallon, *La crise de l'Etat-providence*, éd. Du Seuil, 1992 (nouvelle édition)

<sup>4</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, éd. De Minuit, Paris, 1980, p. 85

Car, presque Seize ans plus tard, nous y sommes selon les experts. Il faut voir à la baisse les dépenses consacrées aux protections sociales et à l'assistance. Les finances publiques sont consacrées au « diktat » du crédo européen et mondial, la rigueur ! L'argent commande aux décisions politiques, mais un « argent » qui ne se redistribue pas bien entendu ! Le contrat social n'a plus rien d'un contrat, toutes les parties ne sont pas prenantes... Le « don contre don » n'a plus droit de cité, les endettés ne sont pas ceux que l'on croit et les créanciers n'ont cure de ce qui revient au collectif. La finance commande aux politiques, parce que le monde est devenu une balance commerciale qui ne trouve plus l'équilibre équitable... Alors, on parle de crise financière et cela suffit à poser un diagnostic définitif, le monde est une marchandise.

Seulement il ne s'agirait pas de poser là un diagnostic (non partagé) définitif et sorti tout droit d'une réalité économique inscrite du côté de la réification, uniquement. Crise financière, crise des moyens, mais de quoi parlons-nous s'il ne s'agit que de s'en tenir à ces seules causes ?

Regardons du côté de l'épistémè. Comprendre les discours tenus aujourd'hui, demande à en passer par une clarification de la question épistémologique, que l'on peut envisager selon deux temps historiques, le Moyen-Âge et l'époque contemporaine.

A l'époque moyenâgeuse, le champ des savoirs constitués est formalisé par un univers où l'homme est l'objet de phénomènes, de causes et de décisions dont seul Dieu est le principal auteur. L'homme n'est pas maître de son destin, il est le centre des seules décisions d'une entité qui le dépasse. Le monde ne souffrant alors qu'une seule et unique définition conceptuelle du réel. A partir de la Renaissance jusqu'à nos jours, l'épistémè devient plurielle et ouvre alors des champs de connaissances du réel aussi variés que divers. Il n'y a plus d'exclusivité quant aux causes qui adviennent, dans l'existence humaine. De sorte, pour reprendre le propos de Joseph Rouzel, qu'*«il n'existe pas de discours qui puisse rendre compte de la totalité du réel»*<sup>5</sup>.

Seulement, qu'en est-il clairement de l'épistémè aujourd'hui face à des discours au caractère péremptoire tenu par ceux qui parlent le monde et qui affirment qu'il n'y aurait qu'une seule et unique réalité, celle du chiffre et de la procédure ? Sommes-nous revenus aux temps classiques et obscurs du discours unique pour dire le sens de la vie ici-bas, le discours du nouveau Dieu, la finance ? Quelle ironie pour ces penseurs panoptiques qui dénie le droit à l'Histoire ! Ils ne s'embarrassent pas de leurs paradoxes, ces mêmes tenants de la « nove langue », ils disent le présent en empruntant des postures passéistes.

Alors, comme je suis résolument une moderne, moi qui en appelle à mes pairs (pour ne pas dire mes grands pairs !), Deligny, Tosquelles, Freire, Arendt, Bourdieu... Laissez-moi le loisir de vous faire part de mon sens épistémologique des réalités et non de la réalité et garder vivante la pensée, chez nous les éducateurs afin d'éviter l'écueil que nous promet Gaston Bachelard, si nous ne prenons garde aux idées reçues et aux idéologies, « *Il vient un temps où l'esprit aime mieux ce qui confirme son savoir que ce qui le contredit, où il aime mieux les réponses que les questions. Alors l'instinct conservatif domine, la croissance spirituelle s'arrête.* »<sup>6</sup> Oui, nous les éducateurs spécialisés, nous avons à penser et ce sont les réalités qui inscrivent nos pratiques professionnelles du côté de la rencontre avec les malheurs de la vie que nous avons à interroger sans cesse,... la vie de ceux que l'on nomme les « pauvres », les « SDF » (on ne dit plus les clochards ou les vagabonds, c'est plus convenu « SDF »), les « déficients » (ici aussi la sémantique est plus vertueuse ! Il n'y a plus de malades mentaux, de débiles, de fous !)...

J'ai exercé mon métier auprès de tous ceux-là, et j'ai grandi professionnellement auprès d'eux, parce que ce sont leurs paroles qui m'ont appris ce qu'étaient leurs réalités, parce que ce sont eux qui m'ont appris à devenir cette éducatrice-là, incomplète et inachevée. Pour en comprendre un tant soit peu quelque chose de ce que « je foutais là » pour répondre à la question du « qu'est-ce que tu fous là »

<sup>5</sup> Joseph Rouzel, *Le travail d'éducateur spécialisé*, éd. Dunod, 3<sup>ème</sup> édition, Paris, 2014, p.2

<sup>6</sup> Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, éd. De Poche, 2004, p.17

de Mr Deligny, l'éducatrice spécialisée a dû en rabattre sur son désir à leur vouloir du bien à toutes ces personnes (enfants ou adultes) croisées sur les chemins de l'insertion dans un monde, qui d'emblée lui, ne leur a pas voulu que du bien, les laissant assis sur les « bans » de l'école et de la société, en dehors de... Alors j'ai lu, alors j'ai regagné l'espace de la clinique éducative, pour ne pas cesser la « mise en question » de mes pratiques professionnelles. J'ai fait tous ces pas de côté pour me (dé)prendre de la relation unique et duelle et la qualifier d'éducative. Ce sont alors des réalités subjectives et singulières qui ont donné sens à l'accompagnement entre ces deux rives, du « dehors » vers le « dedans ». Non, ils n'avaient pas le sou, non ils n'avaient pas le logis, ils n'avaient pas non plus les parents « suffisamment bons », mais c'est de leurs histoires, que l'enseignement du sens singulier de la rencontre, toujours inédite, que s'est forgée mon identité d'éducatrice spécialisée. Sortie de l'école des éducateurs où j'ai éprouvé la question de la déformation, de la rupture épistémologique, je suis entrée en formation après l'obtention du DEES. J'ai dû en rabattre plus souvent qu'à mon tour sur mes belles théories et mes bons sentiments. Ils avaient à m'en apprendre tout ceux-là qui eux, éprouvaient dans leurs chairs, la question de la misère, du corps douloureux et empêché,...

Et de tout cela, je me devais d'en témoigner auprès des instances décisionnelles, auprès des pouvoirs politiques mais en témoigner non pas de ma parole seule mais de celles de ces personnes auprès desquelles j'avais aussi à rendre compte de ce que je leur devais, la disponibilité et l'écoute. Et, c'est en cet endroit également que mon métier est un apprentissage sans fin, car qu'est-ce qu'écouter sinon de ne pas seulement entendre ? On appelle cela aussi l'empathie, « penser avec »... Ecouter est un travail « sisyphien », c'est toujours à mettre au travail, le désencombrement psychique, le silence en soi, faire taire sa propre voix. Lâcher prise sur un supposé « savoir », quitter la fenêtre de ses propres certitudes, pour aller se mettre derrière celle de cet autre qui vous raconte son rapport au réel, son rapport à sa singulière situation scabreuse. Toutes ces singularités qui ne trouvent que peu d'écho dans l'espace public, il me fallait la rapporter, la mettre en lumière. Alors je me suis mise à la tâche. Mais sans beaucoup d'écho pour la vertu politique que je prête à mon métier. La procédure, le propos dévastateur, les devoirs au-dessus des droits, autant d'écueil à une éthique démocratique qui manquait cruellement parfois à mon espérance et à ma lecture personnelle et professionnelle des missions qui étaient confiées à mes fonctions éducatives. Longtemps, j'ai travaillé auprès de ceux que l'on nommait injustement les « rmistes », terme que j'avais banni de mon vocabulaire très tôt pour dire « allocataires du RMI » et signifier qu'il ne s'agissait pas d'un statut social mais d'un droit. J'avais une connaissance pointue et vertueuse des lois de 1988, 1992 et 2003. Le « i » de RMI avait sens. Puisque l'insertion ne permettait pas toujours le retour à l'emploi, ce dernier n'étant pas non plus toujours la priorité selon la situation des personnes, il s'agissait de passer un contrat autour de la rencontre et de porter un autre regard sur les allocataires. Nombre d'actions existaient, qu'il s'agisse d'intégrer des ateliers ou une épicerie sociale, mon travail consistait à partir de ce que les personnes livraient au fil du temps, de leurs désirs... même celui de ne pas travailler ! Ces valeurs de ne pas priver l'autre de la parole, de l'accueillir dans son originalité, je les ai intégrées au sein de l'association pour laquelle je travaillais et pour laquelle je me suis engagée pleinement. L'association Picarde d'Action Préventive avait cette singularité-là, l'autogestion. Travailler à l'APAP, ce n'était pas seulement avoir un emploi. C'était du côté de la question de l'éthique de travailler là... accueillir, écouter, porter la parole des gens, accompagner vers un mieux-être dont eux seuls pouvaient nous dire l'essence. J'ai travaillé avec ces collègues qui ont soutenu et œuvré également à ce que j'occupe ce métier du côté de l'humilité. Comme moi, ils ont du faire avec les injonctions paradoxales, nous devons insérer, les décideurs nous demandaient du résultat... mais quel résultat ? C'était au début des années 2000, nous changions d'époque, nous devions intégrer un nouveau paradigme. Cependant, nous n'avons pas lâché sur notre éthique et nous avons été entendus. En 2003, la troisième réforme du RMI venait d'entrer en vigueur, mettant à mal la question de l'insertion, en confiant la gestion financière du RMI, aux seuls conseils généraux. L'état se désengageait du versement pécuniaire de l'allocation. Les crédits d'insertion allaient fondre comme neige au soleil. Cependant, malgré une organisation bureaucratique nouvelle et inédite, où il s'agissait d'orienter les allocataires selon leur problématique vers des référents, via une commission dite « partenariale » et

une convention qui limitait dans le temps l'accompagnement des personnes (18 mois maximums), nous avons toujours pu défendre les projets d'insertion. Et cette entente tacite a été possible parce que nous avons toujours dit notre spécificité professionnelle, nous étions éducateurs spécialisés et il s'agissait de subsumer la question de la rencontre et celle de la relation éducative. Nous n'avons aucune recette du savoir-faire définitif et péremptoire mais nous avons celui de faire avec une multitude de réalités. De l'homme seul enivré d'alcool à la femme endettée et dépassée par l'éducation de ses enfants qu'elle élève seule, en passant par ce couple qui héberge ses grands enfants et n'arrive plus à loger chez lui, cette jeune femme qui ne peut assumer sa maternité que lorsque ces enfants sont confiés à des familles d'accueil... tant de visages et tant d'histoires, il fallait les insérer. Mais les insérer dans quoi, où ? Quelle place leur fait-on dans le débat public ?

On les appelle les « pauvres », les « précaires », ils (sur)vivent des minimas sociaux et n'ont pas voix au chapitre dans le débat public, on parle pour eux, on leur signifie qui ils sont. Ils sont « assistés » et définitivement appelés du côté du travail incertain et des ressources plus que modestes. Ils sont parfois soupçonnés de paresse, de vivre sur le travail des autres, de percevoir indûment leurs droits. Non, je n'entends que très rarement leurs voix à ceux-là qu'on a privé de citoyenneté et ils l'ont bien compris, ils ne votent pas ou plus, « ça ne sert à rien » disent-ils, rien ne change pour eux, juste la certitude de l'incertain, de l'aléatoire.

Mais là aussi la rupture épistémologique doit s'opérer car ces personnes ne se réduisent pas seulement à des catégories sociales, elles ne sauraient se réduire qu'aux seuls discours qui les parlent et les enferment du côté du stigmat. Les personnes que nous rencontrons sont des « sujets » et encore moins des « usagers ». Elles ne sauraient se laisser qualifier pour ne pas dire disqualifier, parce que comme tout être humain, Elles sont dotées de la parole et de conscience, et c'est plus fort qu'elles, comme le rappelle Guy Bajoit, « *Non seulement l'être humain est sujet mais il ne peut s'en empêcher : doté de conscience, il ne peut se réduire à n'être qu'un objet. Il peut dire « non ». Du coup, il peut désirer ce que les autres lui refusent, et refuser ce qu'ils lui imposent ; ceux-ci peuvent lui faire intérioriser des attentes contradictoires, l'obliger à choisir, ou lui retirer les moyens de les satisfaire. S'il est vrai que chaque relation sociale l'invite à se soumettre au social, il est tout aussi vrai que chacune constitue l'occasion de dire « non », que chacune sollicite le sujet en lui.* »<sup>7</sup> Alors il est temps me semble-t-il d'interroger le sens des mots employés sans discernement. L'« usager », la belle trouvaille de la loi 2002 qui laisserait supposer une forme de clientélisme de la part de ceux qui vivent la difficulté à s'inscrire du côté de la quiétude. Comme si, ils avaient choisi d'être clients de l'aide sociale... est-ce possible un tel projet de société?

Il faut croire que oui, l'épistémè actuelle ne souffre pas la multiplicité des réalités, il n'y en a qu'une, la question de la finance et du chiffre. Peu importe les richesses que chacun d'entre nous porte en lui, la société webérienne a remplacé la société marxienne, l'individu prime sur le collectif, le « self made man » est un paradigme et non plus seulement un concept sociologique libéral. Alors chacun se trouve responsable de sa condition et a davantage à « répondre de » et se trouve empêché de « répondre à » ses aspirations, ses désirs, ses projets et in fine ne trouve que peu d'écho à sa parole. L'épistémè ne parle plus qu'un discours, la pensée unique.

J'entends déjà mes détracteurs, ils me parleront de « démocratie participative », nouveau concept qui me semble bien tautologique ! Que signifie cet adjectif qualificatif accolé à « démocratie » ? Si l'on en croit la définition académique, la démocratie est ce régime politique selon lequel le peuple exerce sa souveraineté sans l'intervention d'un organe représentatif (démocratie directe) ou par représentation interposée (démocratie représentative), alors en quoi devons-nous y ajouter « participative », que veut-on nous signifier ? Penserait-on pour nous ? Le dictionnaire nous dit que « participatif » renvoie à « *une participation financière* » ! Nous sommes donc aujourd'hui dans un « monde-entreprise » où il ne s'agit plus que de parler d'actif et de passif...

---

<sup>7</sup> Guy Bajoit, *Qu'est-ce que le sujet ?* in contributions à une sociologie du sujet, sous la direction de Guy Bajoit et Emmanuel Belin, éd. L'Harmattan, 1997, p.115

L'épistémè est donc celle-ci, des savoirs constitués du côté de la rentabilité et du résultat. Une épistémè qui ne rend, en aucun cas, compte des réalités qui sont les nôtres, du côté de la *polis*, des cultures, des identités singulières et plurielles, du « vivre ensemble ». Afin de rompre avec cette « pensée unique », il s'agirait de revoir la question procédurière et envisager, comme nous le propose Edgar Morin, une « débureaucratization », afin de faire une place de nouveau, aux qualités singulières, « [...] la bonne organisation d'un service public, d'une entreprise requiert que soient employées au mieux les aptitudes et qualités des individus qui y travaillent. Ces aptitudes et qualités sont, avons-nous dit, inhibées sous les effets conjugués de la centralisation, de la hiérarchie, de la compartimentation, de la spécialisation. Par contre quand il y a possibilité d'initiative et de liberté des agents, surtout dans les situations inattendues et urgentes, l'efficacité et la capacité de riposte de l'administration s'accroissent. »<sup>8</sup> En d'autre terme, il s'agirait d'emprunter la voie de la rationalité plutôt que celle de la rationalisation, pour rejoindre le propos du penseur transdisciplinaire et indiscipliné !

Etats généraux, avez-vous dit ? J'y prends part en tant que représentante de mon métier, au sein de l'assemblée de toutes les parties prenantes, au sujet de nos secteurs d'activités. Je m'y inscris avec ma singularité et une parole qui espère de possibles controverses, en d'autres termes, j'attends de ces instances non pas une pensée unique, inscrite aux frontispices des décisions arrêtées et péremptoires mais un espace où la question épistémologique sera celle de la pluralité des points de vue... Et ce, afin que la parole ne soit pas celle des seules spécialistes mais aussi celle des personnes à qui nous devons assurer nos présences et la compréhension de leurs situations subjectives et singulières... qu'il y ait toujours des ruptures épistémologiques à opérer pour redonner sens au vivre ensemble...

*\*Educatrice spécialisée durant quinze ans,*

*Cadre pédagogique depuis 2007 et en charge de la formation des éducateurs spécialisés*

*Auteure d'articles auprès de Psychasoc, (animé par Joseph Rouzel, Educateur spécialisé, psychanalyste et formateur. Créateur et directeur de l'Institut Européen de psychanalyse et travail social.)*

---

<sup>8</sup> Edgar Morin, *La voie, pour l'avenir de l'humanité*, éd. Fayard, 2011, p.129